

ECHO DU SNU



Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°12 septembre-octobre 2023



**Le Tchad a activement participé
au 78^e sommet des Nations
Unies sur les ODD**



NATIONS UNIES
TCHAD



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Dieudonné Bamouni

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

- Aristophane Ngargoune/UNHCR**
- ADA Francois Xavier /OIM**
- Adeline Tannone / OIM**
- Fragkiska Megaloudi/ OCHA**
- Augustin Zusanne/OCHA**
- Donaig Le Du / UNICEF**
- Brice Kevin DA / UNICEF**
- Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**
- Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA**
- Estelle Madjilem/FAO**
- Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA**
- Eric Djepatarlemgoto / UNFPA**
- Eloge Mbaihondoum / PAM**
- DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS**
- Alvine Teufack Temfack / OHCHR**
- Laguerre Nadissengar / OHCHR**
- Aristide Dingamdoum / PNUD**
- Mantar Laetitia / PUNV**
- Brice Kader Tago / ONUDC**

EDITORIAL: Nous sommes tous responsables de la réalisation des objectifs de développement durable, où que nous soyons !

Chèr.e.s lectrices et lecteurs

Il n'y a pas si longtemps, le monde entier était préoccupé par les travaux de la 78^e Assemblée des Nations unies, qui a consacré cette année un sommet exclusivement à la mise en œuvre effective des ODD. Comme vous le savez, les ODD ont été adoptés à l'unanimité par les États membres en septembre 2015, pour guider la vision mondiale sur la protection de la vie de notre planète, d'ici 2030. Par ailleurs, comme vous le savez, nous connaissons chaque année un développement technologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais ce développement n'est pas sans conséquences pour notre environnement et les ressources que nous utilisons. Nous sommes arrivés à un point de notre évolution où nous mettons en péril l'équilibre naturel de notre planète et des générations futures. La déforestation perturbe le cycle de l'eau et contribue à l'assèchement de certaines régions jusqu'à la désertification. C'est ce qui se passe actuellement au Tchad, où le changement climatique est réel. On ne se rend pas compte qu'il faut concilier le progrès économique avec les réalités sociales et environnementales.

C'est une combinaison d'efficacité économique, d'équité sociale et de qualité environnementale. Ces trois aspects fondamentaux de notre société reposent sur 4 grands principes :

La solidarité

La solidarité doit exister à tous les niveaux : entre les pays, les peuples, les générations et entre les membres d'une même société.

Elle doit permettre de redistribuer équitablement les ressources de la Terre, tout en évitant les gaspillages pour que nos enfants n'en manquent pas.

La participation

Chacun doit participer à son niveau à la mise en œuvre de projets durables.

La prévention

Les décisions doivent être prises ensemble pour éviter tout risque de catastrophe sanitaire ou environnementale.

La responsabilité

Chacun est responsable : l'agriculteur, l'industriel, le

simple citoyen, et doit être tenu de réparer les dommages qu'il a pu causer.

Le développement durable est un outil puissant pour répondre aux besoins du présent.

De plus, il ne doit pas compromettre la capacité de nos descendants à répondre à leurs propres besoins.

Pour y parvenir, il est désormais urgent que chacun d'entre nous s'y intéresse de près et y participe à son niveau :

- ✓ les entreprises
- ✓ les pouvoirs publics
- ✓ chaque habitant de notre Terre

Nous sommes tous concernés.

A notre échelle, nous pouvons tous contribuer au développement durable en nous posant quelques questions :

Ce que je fais est-il bon pour la planète ?

- ✓ *Le produit que j'achète est-il issu du commerce équitable ?*
- ✓ *D'où vient-il ?*
- ✓ *Comment et par qui a-t-il été fabriqué ?*
- ✓ *Permet-il de vivre décemment ?*
- ✓ *Gaspille-t-il les ressources ?*

Nous devons tous changer notre comportement pour être plus efficaces, plus efficients et plus frugaux.



Violette Kakyomya,
Coordinatrice résidente du système des Nations Unies et
Coordinatrice Humanitaire



L'UNICEF est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de défendre les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement.

L'UNICEF s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants.

L'UNICEF fait valoir que la survie, la protection et l'épanouissement des enfants sont des impératifs universels du développement dont le respect est indispensable au progrès de l'humanité.

L'UNICEF mobilise la volonté politique et des ressources matérielles pour aider les pays, en particulier les pays en développement, à donner la priorité aux enfants, et pour renforcer leur

capacité de formuler des politiques appropriées et de mettre en place des services en faveur des enfants et des familles.

L'UNICEF s'attache à faire bénéficier d'une protection spéciale les enfants les plus vulnérables, notamment les victimes de la guerre, de catastrophes, de la pauvreté extrême et de toute forme de violence ou d'exploitation, ainsi que les enfants handicapés.

L'UNICEF intervient durant les situations d'urgence pour protéger les droits des enfants. En coordination avec les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires, l'UNICEF met l'infrastructure unique dont il dispose pour intervenir rapidement au service de ses partenaires afin de soulager la souffrance des enfants et de ceux qui en ont la charge.

L'UNICEF est une organisation non partisane et sa coopération est exempte de toute discrimination. Dans toutes ses initiatives, la priorité est donnée aux enfants les plus désavantagés et aux pays les plus démunis.

L'UNICEF s'efforce, par l'intermédiaire de ses programmes de pays, de faire en sorte que les femmes et les filles aient des droits égaux à ceux des hommes et d'appuyer leur pleine participation au développement politique, social et économique des collectivités dans lesquelles elles vivent.

L'UNICEF œuvre, avec le concours de tous ses partenaires, à la réalisation des objectifs de développement humain durable que s'est fixés la communauté mondiale et de l'idéal de paix et de progrès social consacré par la Charte des Nations Unies.

L'UNICEF travaille dans 190 pays et territoires, dont le Tchad depuis 1961. Il appuie le Gouvernement du Tchad selon un document de programme pays s'articulant autour de composantes principales à savoir : la santé, la nutrition, le VIH/SIDA, l'eau hygiène et l'assainissement, l'éducation, la protection.

Pour atteindre les objectifs fixés en matière de droits de l'enfant, l'UNICEF développe des actions multi-sectorielles pour le développement et en réponse aux crises humanitaires, prenant en compte toutes ses principales composantes.

L'UNICEF adopte des stratégies orientées sur le genre, l'engagement des jeunes, la mobilisation communautaire pour le changement social et comportemental et la protection contre l'abus et l'exploitation sexuels. Il assure également la production et le partage des connaissances sur les droits de l'enfant et soutient le renforcement des capacités nationales en planification, suivi et évaluation des projets, programmes et politiques de développement.

L'UNICEF appuie le Tchad sur les questions de développement et dans l'humanitaire afin de renforcer la résilience des communautés et la paix.

Au Tchad, l'UNICEF opère grâce à une équipe de 228 staffs repartis dans ses 5 bureaux à savoir le Bureau national à N'Djaména et les Bureaux sous-nationaux basés à Abéché, Bol, Mongo et Moundou.



Suivi du projet de renforcement de l'éducation de base dans le Batha.



L'UNICEF, avec l'appui de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse met en œuvre depuis 2019, le projet de renforcement de l'éducation de base dans la province du Batha.

Ce projet s'articule autour de trois composantes principales à savoir :

le renforcement et l'amélioration de l'offre éducative, le renforcement des conditions de formation initiale et continue des enfants du primaire et le renforcement de la qualité d'apprentissage.

Grâce à ce projet, 170 salles de classe, 279 blocs de latrines, 40 forages et 40 bureaux magasins ont été construits et réceptionnés entre décembre 2019 et octobre 2023, et 541 enseignants formés sur la gestion de l'hygiène menstruelle.

Par ailleurs, du matériel didactique pour 1500 élèves maitres, 1300 mallettes pédagogiques, 600 kits récréatifs, 4 800 boîtes de craies et 750 tableaux noirs ont également été fournis dans la même période.

Dans le cadre du suivi des activités dudit projet, Jacques Boyer, Représentant de l'UNICEF au Tchad, a effectué une mission le 31 octobre 2023 afin de constater les réalisations et les progrès atteints.



Les super banats (filles modèles) se mobilisent pour la paix au sein de leurs communautés

Dans le cadre du projet de consolidation de la paix financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétariat des Nations-Unies, 90 jeunes filles des villes de Bongor, Sahr et Mongo ont pris part à des formations sur la paix, la cohésion sociale, la participation citoyenne des jeunes, la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre.

A travers des causeries éducatives, ces jeunes filles formées mèneront à leur tour des activités de sensibilisation à l'endroit de leurs pairs, afin de les mobiliser

autour des initiatives en faveur de la paix, et susciter un changement de comportement au sein de leurs communautés.

A terme, 110 filles de la ville de N'Djaména seront aussi outillées sur ces questions et contribueront également à la promotion de la paix au sein de leurs communautés.



Formation des jeunes issus des communautés réfugiées soudanaises et des communautés locales dans l'est du Tchad.



Donner la voix aux jeunes et faire d'eux des acteurs de changement, a été l'objectif recherché par l'UNICEF à travers l'organisation de plusieurs ateliers d'échanges et de réflexions en faveur des jeunes filles et garçons issus à la fois des communautés de réfugiés soudanais et des communautés locales tchadiennes.

Ces rencontres ont porté sur l'engagement communautaire des jeunes, la résolution pacifique des conflits, la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre. En collaboration avec la délégation de la jeunesse du Ouaddaï, cette initiative a donné l'opportunité aux jeunes de prendre davantage conscience de leur potentiel et de formuler ensemble des solutions pour améliorer leur condition de vie.

Dans cette dynamique, 228 jeunes issus de 5 localités (Farchana, Adré, Ourang, Mitie et Tongori) ont travaillé en synergie et élaboré une feuille de route qui contribuera à la réponse à la crise humanitaire dans l'est du Tchad.

Des espaces de jeunes comme lieux de concertation et d'organisation d'activités de sensibilisation sur le vivre ensemble ont ainsi été mis en place. Des unités de fabrication de serviettes hygiéniques constituées de machines à coudre et accessoires ont également été fournies et permettront de fabriquer 30 000 serviettes hygiéniques pour les filles de ces localités.

Crise humanitaire dans l'est du Tchad : l'UNICEF aux côtés des populations affectées.



L'UNICEF poursuit sa réponse à la crise humanitaire dans l'est du Tchad. Avec l'appui de ses partenaires, l'UNICEF fournit une assistance aux réfugiés soudanais et aux communautés tchadiennes affectées.

Depuis le début de la crise et à la date du 31 octobre, 16 925 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été admis pour traitement ; 16 708 enfants et adolescents ont bénéficié de soutien psychosocial ; 100 783 personnes ont eu accès à l'eau potable ; 27 560 personnes ont eu accès à des services d'assainissement.

5000 personnes déplacées ont reçu des articles non alimentaires de première nécessité et près de 1,5 million de personnes ont été touchées par les messages d'information et de sensibilisation.



Enfants en conflit avec la loi : Signature d'une convention entre l'UNICEF et le Barreau des avocats du Tchad



L'UNICEF et le Barreau des Avocats du Tchad ont signé le 20 septembre 2023, une convention de partenariat visant à apporter une aide judiciaire et juridique aux enfants en détention préventive et ceux en détention longue durée.

Cela donnera accès à chaque enfant en détention, à une justice équitable et adaptée. Il s'agira également de visiter les commissariats de police et les brigades de gendarmerie qui constituent des lieux de détention, et de libérer tous les enfants qui y seront détectés, car ces lieux ne devraient pas être des sites de détention.

Cette initiative vient renforcer un ensemble de mesures déjà soutenues par l'UNICEF dans la protection des enfants au Tchad.





L'UNICEF et l'OMS soutiennent l'introduction de vaccins pour réduire la morbidité infantile

Le ministère de la Santé publique et de la Prévention, par le biais de sa direction de la vaccination, a organisé un atelier crucial pour l'introduction des vaccins PCV (Pneumocoque) et antirougeoleux dans le pays, le 13 septembre 2023. L'événement marque une étape importante dans la promotion de la santé infantile au Tchad.

Lors de son discours inaugural, Jacques Boyer, le représentant de l'UNICEF au Tchad, a mis en lumière le danger des pneumonies bactériennes, qui, en l'absence de traitement, ont un taux de mortalité presque toujours fatal. Il a souligné que la pneumonie entraîne d'importantes complications, telles que des crises d'épilepsie récurrentes et des cas d'encéphalite. De plus, il a rappelé les chiffres alarmants concernant la diarrhée au Tchad, avec plus de 190 000 cas signalés et 188 décès enregistrés au cours de l'année 2022.

Toutefois, Jacques Boyer a noté que le pays a accompli des progrès significatifs en matière de capacité de stockage à froid, atteignant une couverture de 96 % de formations sanitaires fonctionnelles d'ici la fin de 2022.

L'UNICEF continuera à collaborer étroitement avec le Ministère de la Santé Publique et de la Prévention dans divers domaines, notamment le renforcement de la chaîne du froid, l'approvisionnement et la gestion des vaccins, ainsi que la sensibilisation de la population à l'importance de la vaccination.

Le représentant de l'OMS au Tchad, Dr. Jean Bosco Ndiokubwayo, a souligné que la pneumonie et la diarrhée demeurent les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans à l'échelle mondiale. Au Tchad, ces maladies représentent une part importante de la morbidité et de la mortalité infantile, malgré des données encore limitées.

Enfin, le secrétaire général du ministère de la Santé publique, Dabsou Guidaoussou, a réaffirmé l'engagement du Tchad envers l'élimination des infections à pneumocoques et des maladies diarrhéiques dues au rotavirus au niveau régional. Cette introduction de vaccins concerne les enfants de 0 à 23 mois, conformément au calendrier vaccinal du pays. Un plan d'introduction complet a été élaboré pour garantir une mise en œuvre efficace et répondre aux besoins des enfants.



Le Tchad dispose d'une loi d'asile et de son décret d'application

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, se félicite de la signature, par le Gouvernement de la République du Tchad, du décret d'application de la loi Numéro 027/PR/2020 du 31 décembre 2020 portant asile en République du Tchad. L'adoption de cette loi et de son décret d'application fait suite aux engagements du Tchad pris lors du Forum Mondial sur les Réfugiés de décembre 2019.

La loi d'asile et son décret d'application sont un acte de souveraineté qui marque en réalité la domestication des conventions internationales et régionale relatives à la protection des réfugiés. Le texte renforcera donc la protection assurée à près de 600 000 réfugiés et demandeurs d'asile actuellement accueillis dans le pays et qui représentent plus de 3% de la population tchadienne.

La loi devrait désormais renforcer le cadre de protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile et, ce faisant, consacrer ainsi le respect de leurs droits civils mais aussi socio-

économiques notamment la liberté de circulation, l'accès à la justice ; le droit au travail ainsi que l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la terre etc.

En signant le décret d'application de la loi d'asile, le Tchad est devenu l'un des pays pionniers de la région en matière de mise en œuvre des engagements pris lors du Forum Mondial sur les Réfugiés.

« La signature du décret dans un contexte de transition et d'afflux à l'Est témoigne une fois de plus que le Tchad a donné l'exemple d'une avancée significative en matière de la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés », témoigne Patrice Dossou Ahouansou, Représentant-Adjoint du HCR.

Le HCR et la CNARR (Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et des rapatriés), s'assureront de la vulgarisation de la loi et de son décret d'application sur l'étendue du territoire.

La Banque mondiale et le HCR s'unissent pour soutenir les réfugiés soudanais et les communautés d'accueil au Tchad



La directrice générale des opérations de la Banque mondiale, Anna Bjerde, et le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, entament une visite conjointe au Tchad du 6 au 8 septembre 2023, pour prendre la mesure de l'ampleur de l'afflux de réfugiés fuyant la crise soudanaise vers le territoire tchadien et renforcer la réponse sur le terrain.

Avec un peu plus d'un million de réfugiés recensés, le Tchad est le cinquième pays d'accueil de réfugiés au monde par habitant. La crise au Soudan voisin contribue à la forte augmentation de déplacements forcés vers le Tchad avec 400 000 nouveaux arrivants depuis le 15 avril 2023, date du début du conflit au Soudan.

Dans le cadre de la réponse immédiate, la Banque mondiale en partenariat avec le gouvernement et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) fournissent des transferts monétaires d'urgence afin de soutenir économiquement les ménages réfugiés ainsi que les populations

d'accueil et facilitent l'accès à l'éducation et aux services de santé à travers le projet de soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA) qui a ainsi aidé 70 000 familles. Par ailleurs, l'UNHCR a relocalisé 43% des réfugiés de zones frontalières spontanées vers des camps existants ou nouvellement établis.

Mme Anna Bjerde et M. Filippo Grandi visiteront des camps de réfugiés à l'est du pays pour échanger avec les populations déplacées et les communautés d'accueil, et pouvoir ainsi mieux adapter la réponse de la Banque mondiale, du HCR et des autres partenaires de développement à cette crise.

Ils rencontreront également les autorités tchadiennes, ainsi que les principaux acteurs et partenaires de développement et seront accompagnés de leurs délégations. La mission permettra aussi de discuter des actions stratégiques nécessaires pour renforcer la coordination et le soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans l'est du pays, ainsi que d'établir le lien entre l'humanitaire et le développement.

Soudan : Le HCR met en garde contre la montée de la violence et des violations des droits humains contre les civils au Darfour



Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est très préoccupé par l'évolution récente de la situation au Soudan, alors que les combats s'intensifient dans la région du Darfour.

Celles et ceux qui sont parvenus à fuir au-delà des frontières arrivent en grand nombre dans les pays voisins. Plus de 8 000 personnes ont fui en direction du Tchad voisin au cours de la semaine dernière seulement - un chiffre probablement sous-estimé en raison des difficultés d'enregistrement des nouveaux arrivants. Alors que le conflit au Soudan se poursuit, le HCR, en collaboration avec le gouvernement et ses partenaires sur le terrain au Tchad, se prépare à l'arrivée d'un plus grand nombre de réfugiés.

Il est fait état de plus de 800 personnes tuées par des groupes armés à Ardamata, dans l'ouest du Darfour, une région jusqu'à présent relativement épargnée par le conflit. Cette localité abritait également un camp de personnes déplacées internes, où près d'une centaine d'abris ont été détruits. Des pillages à grande échelle, y compris d'articles de secours du HCR, ont eu lieu dans la région.

Les informations qui font état de la persistance des violences sexuelles, de cas de torture,

d'exécutions arbitraires, d'extorsion de fonds à l'encontre des civils et de ciblage de groupes ethniques spécifiques sont très alarmantes. D'autres témoignages indiquent également que des milliers de personnes déplacées internes ont dû fuir un camp à El Geneina.

« Il y a vingt ans, le monde a été bouleversé par les terribles atrocités et les violations des droits humains perpétrées au Darfour. Nous craignons qu'une dynamique similaire ne se mette actuellement en place. Un arrêt immédiat des combats et le respect inconditionnel de la population civile par toutes les parties sont essentiels pour éviter une nouvelle catastrophe », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi.

Le HCR appelle à la fin des combats et à ce que toutes les parties respectent leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, notamment en autorisant le passage des civils qui se déplacent en quête de sécurité.

Depuis avril 2023, le conflit au Soudan a provoqué le déplacement forcé de plus de 4,8 millions de personnes à l'intérieur du pays et de 1,2 million d'autres en direction des pays voisins.

Sensibilisation des jeunes à la promotion des droits de l'Homme à Abéché

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

- c'est notre Déclaration



L'amphithéâtre des droits de l'Université Adam Barka d'Abéché a servi de cadre à la sensibilisation, et aux échanges sur les droits de l'Homme, avec les jeunes de la ville. Cette session visait à renforcer la promotion et l'éducation aux droits de l'Homme, à l'occasion du 75ème anniversaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme.

Dans son allocution, le représentant adjoint du HCDH, Delly Mawazo, a souligné que le Bureau pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, en collaboration avec le ministère de la Justice et des Droits humains, avait lancé une campagne d'un an, pour célébrer la Déclaration universelle des droits de l'Homme, son héritage, sa pertinence et le militantisme qu'elle inspire, sous le slogan « Dignité, liberté et justice pour tous ».

Cette session de sensibilisation et d'échanges visait à renforcer l'engagement des jeunes en faveur des droits de l'Homme, afin de relever les défis et de promouvoir les

droits de l'Homme. Le délégué de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership entrepreneurial du Ouaddaï, M. Ousmane Hamdane Azib, a salué cette initiative et témoigné de la qualité de la collaboration entre les partenaires œuvrant pour la stabilité du Tchad. Au cours de cette session, des représentants d'organisations telles que le Conseil national de la jeunesse du Tchad, la LTDH, et le HCDH, ont partagé leurs expériences avec les jeunes, lors des présentations respectives. Des activités telles que la projection d'un film documentaire sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme, des jeux de questions-réponses et des débats, ont enrichi cette session de sensibilisation.

Un jeu de questions-réponses, entre les institutions universitaires et les jeunes de la CNJT, a vu l'Université Adam Barka d'Abéché remporter la première place, suivie de l'IUSTA. Tous les participants ont reçu des petits cadeaux du représentant adjoint aux HCDH, Delly Mawazo.

ODD SOMMET 2023



**Le Tchad a participé activement au 78^e
Sommet des Nations Unies !**



Le chef de la diplomatie tchadienne reçu par le secrétaire général de l'ONU



Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Mahamat Saleh Annadif a été reçu par Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU, le vendredi 22 septembre en marge de la 78ème Assemblée Générale des Nations Unies. Les deux personnalités ont eu des

échanges fructueux sur divers sujets liés à la situation politique au Tchad, la situation sécuritaire au Sahel et ainsi que la crise soudanaise. Le secrétaire général de l'ONU a remercié le Tchad pour son hospitalité et sa générosité envers les réfugiés, en particulier ceux fuyant le conflit au Soudan.



L'appel du Tchad à l'ONU : coordonner les efforts pour réaliser les ODD

Le ministre tchadien des Affaires Étrangères, Mahamat Saleh Annadif, a participé à un événement lors de la 78ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, mettant l'accent sur la réponse humanitaire et le développement intégré. Il a souligné les défis complexes que le Tchad rencontre dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), en raison de crises politiques, sécuritaires, humanitaires, de menaces terroristes, de changements climatiques, de la pandémie de COVID-19, et de la conjoncture économique mondiale.

Le ministre a mis en avant les efforts du Tchad pour atteindre les ODD, notamment grâce à un plan national de développement quinquennal. Toutefois, il a souligné la nécessité d'une réponse coordonnée combinant l'urgence humanitaire et le développement durable. Il a également appelé à une mobilisation adéquate de ressources financières pour soutenir cette approche intégrée.

La crise politique et militaire au Soudan a également eu un impact sérieux sur le Tchad, entraînant un afflux massif de réfugiés et de retournés tchadiens. Les efforts du Tchad pour faire face à cette situation ont eu un coût considérable, mettant en péril la réalisation des ODD. Le ministre a insisté sur l'importance du soutien des partenaires internationaux pour la concrétisation des engagements pris et pour aider le Tchad à atteindre ses objectifs de développement durable d'ici 2030.



Accueil de milliers de réfugiés soudanais était au centre des débats à New York



La Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, a estimé que le Tchad avait besoin du soutien « total et indéfectible » de la communauté internationale, dans une région en proie à des troubles, des crises humanitaires et un climat en évolution rapide. « Les enjeux sont élevés. Les pressions régionales sont immenses : le Tchad a ouvert les bras à des centaines de milliers de personnes qui fuient les violences au Soudan, en plus de la population réfugiée et déplacée existante », a noté Mme Mohammed lors d'une réunion ministérielle consacrée à la transition politique dans ce pays, au début de la semaine annuelle de haut niveau au siège des Nations Unies à New York. Mme Mohammed a rappelé qu'elle avait été témoin de « cette générosité et de cette hospitalité remarquables » lors d'une visite à Adré et Farchana dans l'est du Tchad. « Mais j'ai également vu l'immense pression que cela a exercée sur les ressources limitées des Tchadiens, qui ont été doublement touchés par la crise dans le pays voisin, le Soudan ».

« L'ONU soutient le Tchad à chaque étape de son cheminement vers un avenir prospère et inclusif », a-t-elle affirmé.

La Vice-Secrétaire générale a promis également que les Nations Unies accompagnaient et soutenaient le Tchad dans sa transition, dont une grande partie a déjà été entreprise. Selon elle, la réunion de haut niveau symbolise cet

« engagement inébranlable ».

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, travaille avec d'autres acteurs régionaux, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, pour soutenir un retour inclusif, pacifique et rapide à l'ordre constitutionnel, a-t-elle souligné. « Notre soutien signifie également un engagement à faire progresser l'accord de paix de Doha, y compris le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et à soutenir les efforts louables du gouvernement pour débarrasser son territoire des mines terrestres », a-t-elle ajouté, précisant que cela signifiait accompagner « les efforts nationaux visant à renforcer la cohésion sociale, à poursuivre les Objectifs de développement durable (ODD), à fournir une aide humanitaire et à promouvoir les droits de l'homme ».

« Le Tchad a besoin de notre soutien total et indéfectible dans une région en proie à des troubles, des crises humanitaires et un climat en évolution rapide », a conclu Mme Mohammed, qui a remercié et félicité les partenaires qui ont été aux côtés et ont soutenu le Tchad. « Mais alors que le Tchad s'engage dans la dernière étape - et la plus difficile - de la transition, nous devons maintenir le cap pour soutenir et collaborer avec le Tchad afin de construire un avenir prospère et pacifique qui ne laisse personne de côté ».

Le Tchad a été féliciter, pour les avancées réalisées en faveur des réfugiés !

Dans une déclaration conjointe à la suite du side-event du Tchad sur les priorités du Tchad en cette période de transition et de crise humanitaire, les organisateurs de cet événement ont noté que les participants ont réitéré leur soutien à une transition menant à la restauration de l'ordre constitutionnel dans les délais prévus à travers une démarche inclusive, pacifique et ancrée sur les principes de droits de l'homme.

Les participants ont mesuré l'ampleur des avancées réalisées pendant la transition en cours et des défis restants. A cet effet, ils ont salué « les efforts de dialogue entrepris par le gouvernement dans cette importante dernière phase de la transition (référendum constitutionnel et élections) » et ont encouragé les autorités de transition à poursuivre les efforts visant à rendre cette transition encore plus inclusive.

Les participants ont rappelé la nécessité d'investir davantage dans le strict respect et la promotion des droits de l'homme, y compris les libertés d'opinion, d'expression et de réunion pacifique ainsi que la lutte contre l'impunité.

En outre, ils ont relevé l'importance de la conduite « avec efficacité, transparence et

professionnalisme du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) ».

Les participants ont exprimé leurs vives appréciations aux autorités et populations tchadiennes qui ont bien voulu accueillir sur leur sol des centaines de milliers de réfugiés soudanais. Ils ont félicité les autorités de transition pour leurs efforts d'accueil, de sécurisation et de protection des réfugiés notamment avec l'adoption récente de la Loi d'asile.

Cependant, l'afflux massif de réfugiés au cours des derniers mois a un impact négatif sur les ressources limitées des communautés d'accueil qui sont déjà confrontées à des défis de développement aggravés par l'impact du changement climatique. Dans ce contexte, les participants ont exprimé leur inquiétude face à l'insuffisance des ressources.

Ils ont lancé un appel vibrant à la communauté internationale d'accentuer les appuis aux efforts déjà déployés par les autorités tchadiennes. Alors que le Tchad entre dans la phase la plus importante de sa transition politique, les partenaires sont encouragés à lui apporter un soutien supplémentaire pour relever les défis restants.



La Journée Internationale de la Paix célébrée à Moundou

C'est à travers le thème « Action en faveur de la paix : nos ambitions pour les objectifs mondiaux », que le ministère de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale et le système des Nations Unies au Tchad, ont célébré l'édition 2023 de la journée internationale de la paix.

Dans son allocution le coordonnateur résident par intérim des Nations Unies au Tchad, Dr Ouattara Yafflo, martèle que le chemin vers la paix nécessite de la patience, de la vigilance et le Tchad a besoin de la paix et c'est le souhait du peuple Tchadien. Il exhorte les tchadiens a différents niveaux à continuer à cultiver la paix, à travers les ressources éducationnelles, artistiques, culturelles et littéraires.

Selon lui, les tchadiens à travers cette commémoration ont montré leur solidarité et ce qui prouve que la diversité culturelle loin d'être un obstacle à la paix peut être un vecteur pour un Tchad uni à jamais.

Pour le ministre de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale M. Abdramane Koulamallah, le Tchad engagé dans le processus du retour à l'ordre constitutionnel a besoin de l'effort de ses enfants en faveur de la paix. Le ministre interpelle les autorités administratives, politiques, la société civile et les associations à multiplier les actions collectives de la paix en faveur des Tchadiens.

Profitant de la journée les organisations de la société civile de la province du Logone Occidental, appellent les groupes armés non signataires de l'accord de Doha à accepter la main tendue du gouvernement pour une paix durable au Tchad.



Deux matchs de football pour célébrer la journée internationale de la paix



Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la paix, le système des Nations unies au Tchad a organisé le 23 septembre, deux matchs de gala à N'Djaména. Le premier match a opposé Retrouvailles et Espoir, deux équipes féminines. Ce match s'est soldé par la victoire de Retrouvailles (1-0). Le second, a mis aux prises l'équipe du système des Nations unies et celle du gouvernement. Les membres du gouvernement ont eu raison (2-0) des humanitaires. Des enveloppes ont été remises à toutes les 4 équipes.

Représentant le ministre de la Réconciliation nationale, Dr Gondeu Ladiba, directeur de la cohésion sociale et de la sensibilisation, croit que le football crée des liens. « Le football a un langage universel. Il est le meilleur symbole de paix. Ce soir nous avons la preuve, les équipes ont joué avec abnégation. Demain, on espère qu'il y aura de brassage, un match entre les hommes et les femmes », souhaite-t-il.

Initiée par les Nations unies, la journée internationale de la paix, célébrée chaque 21 septembre, est consacrée au renforcement des idéaux de la paix. L'édition 2023 se célèbre quelques jours après la mise en place du comité technique de désarmement-démobilisation-réinsertion d'ex-rebelles. Le gouvernement veut mobiliser 32 millions de dollars pour mener ce processus. Cependant, des membres des groupes rebelles rentrés au Tchad, à la suite de l'accord de Doha de mai 2022, ont à plusieurs reprises accusés le gouvernement de n'avoir pas respecté ses engagements.



Le Tchad a célébré la Journée des Nations Unies



Sous le haut patronage du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, l'Ambassadeur Mahamat Saleh Annadif, la famille des Nations Unies du Tchad, sous la direction de la Coordinatrice Résidente Mme Violette Kakyomya, a célébré la 78ème édition de la Journée des Nations Unies ce mardi 31 octobre 2023.

Sous le thème "Ensemble pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable au Tchad", les activités ont été lancées avec l'exécution des hymnes du Tchad et des Nations Unies. Bien que la célébration ait été célébrée en différé ce 31 octobre, les officiels, le corps diplomatique et les représentants des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile et bien d'autres ont assisté à la cérémonie.

Le public a assisté à des représentations théâtrales sur les thèmes du mariage précoce et de la violence basée sur le genre, ainsi qu'à la projection d'un mini-documentaire sur l'adhésion du Tchad à l'ONU en septembre 1960.

Dans son discours, Mme Violette Kakyomya, Coordinatrice Résidente du Système des

Nations Unies et Coordinatrice Humanitaire, a déclaré que le Tchad célèbre cette journée alors qu'il accueille plus d'un million de réfugiés sur son sol, et qu'une personne sur 17 au Tchad est un réfugié. Pour alléger les souffrances de ces milliers de réfugiés, des plans de réponse ont été élaborés et un nouveau cadre de coopération au développement est en cours de signature, couvrant la période 2024-2026.

Dans son discours, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, des Tchadiens de l'étranger et de la Coopération internationale, l'ambassadeur Mahamat Saleh Annadif, a salué la collaboration entre le système des Nations unies et le gouvernement tchadien au profit des populations, notamment les plus vulnérables. "Avec les organisations internationales et multilatérales, ainsi que tous nos partenaires techniques et financiers, nous devons aider le Tchad à réaliser ses ambitions, afin que règnent la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et la stabilité, jetant ainsi les bases d'un développement économique et social durable", a-t-il déclaré.

